



© L'Harmattan, 2010  
5-7, rue de l'Ecole polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>  
[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)  
[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-08247-2  
EAN : 9782296082472

## **Le Sénégal sous Wade**

**Points de vue**  
*Collection dirigée par Denis Pryn*  
*et*  
*François Manga-Akoa*

**Déjà parus**

Gérard BOSSOLASCO, *Éthiopie à la une. Journaux et publicités. 1865-1935*, 2010.

Jean-Célestin EDJANGUE, *Les colères de la faim*, 2010.

Jean-Célestin EDJANGUE, *Cameroun : un volcan en sommeil*, 2010.

Gilbert TOPPE, *Communication politique et développement en Côte d'Ivoire*, 2010.

Alexandre WATTIN, *Les détachements Hawk Épervier au Tchad 1986-1989*, 2010.

Essé AMOUZOU, *Gilchrist Olympio et la lutte pour la libération du Togo*, 2010.

Alexandre GERBI, *Décolonisation de l'Afrique ex-française*, 2010.

Ignace GNAN, *Le développement de l'Afrique : un devoir pour les Africains*, 2010.

Yaya SY, *Légitimations de l'esclavage et de la colonisation des Nègres*, 2009.

Emmanuel KENGNE POKAM, *La France et les États-Unis au Cameroun*, 2009.

Raphaël BINDARIYE, *Le bonheur d'un couple. De vingt à quatre-vingts ans*, 2009.

Cyriaque Magloire MONGO DZON, *Relever les défis électoraux en Afrique*, 2009.

Cyriaque Magloire MONGO DZON, *Nés après les indépendances*, 2009.

Viviane GNAKALE AGNERO, *Crise ivoirienne. Se projeter au-delà des présidentielles*, 2009.

Théodore OTTRO ABIE, *De l'union africaine à un État fédéral africain*, 2009.

Etienne-Marcelin NGBANDA-BANDOA, *Ces jeunes-là*, 2009.

Anselme MACKOUMBOU-NKOUKA, *Un général dans la tourmente : la guerre du 5 juin 1997 au Congo*, 2009.

**Alassane Khodia Kitane**

# **Le Sénégal sous Wade**

Cahiers d'une démocratie sans démocrates

L'HARMATTAN



À mes très chers parents à qui je dois tout.

À mon cher collègue Adama Faye, professeur au Lycée Ahmadou Ndack Seck de Thiès, qui a bien voulu, avec une totale abnégation, relire et corriger cet ouvrage et dont les observations m'ont été d'une utilité essentielle.

À madame Kitane pour tout, à mes frères et sœurs qui m'estiment beaucoup. Je voudrai faire un remerciement spécial à mes oncles Abdou et Laye Kitane pour leur soutien constant et sans faille.

Merci à tous ceux qui, de près ou de loin ont contribué à cette production.



## **Introduction**

**Décadence des valeurs morales et végétation d'une démocratie**



***"A une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire." George Orwell***

C'est une constante qui a presque valeur de loi dans les sociétés démocratiques : le sentiment de liberté et surtout celui d'égalité introduisent dans la société des nivellements exceptionnels qui font disparaître les barrières traditionnelles qui séparaient les individus dans le passé pré-démocratique de l'humanité. Aussi, la société démocratique est-elle sujette à de nombreuses agitations et à des mouvements infinis. Les citoyens sont tellement imbus du sentiment d'égalité que chacun nourrit légitimement le sentiment qu'une ascension au sommet de la pyramide des responsabilités, des honneurs et des richesses lui est parfaitement accessible. Cependant, dans cette gigantesque et effrénée mobilité vers les sommets, les confusions ainsi que les dérapages de toutes sortes ne manquent pas : le sentiment de l'individualisme conjugué à celui de l'égalité fait que les uns et les autres ne sont plus tout à fait conscients de leurs aptitudes réelles ni de leurs limites objectives ; et c'est ainsi qu'il leur arrive, par une sorte de fatalité inexorable, de glisser sur la pente de la prétention.

Ambitions démesurées et appétits inextinguibles de pouvoirs, de gains et d'honneurs dévorent le cœur et les forces du citoyen dans la société démocratique ; et notre pays n'échappe guère à cette règle. Tant que la loi de la sélection ou de la promotion suivant le mérite n'est pas définitivement campée dans les consciences et dans les mœurs, il y a des risques de voir la médiocrité réclamer ou usurper des honneurs et des titres qui, dans une société sans dérèglement, ne font même pas partie de ses illusions les plus folles. Il suffit de bien observer la société pour se rendre compte de l'étendue du dérèglement introduit par le principe de l'égalité : les rapports entre homme et femme sont faussés, la distance entre employeur et employé est dissoute, la relation, déjà polémique, entre gouvernants et gouvernés est désormais contingente, l'autorité du père de famille est usurpée ou noyée par celle de l'image, par la liberté numérique en vigueur dans le Web et par la frénésie de la course vers une consommation non maîtrisée. C'est dans ce sens par exemple que le principe de la parité a été progressivement galvaudé pour n'être plus qu'un prétexte pseudo humaniste d'une revanche du féminin sur le masculin. Exiger la parité dans une société où il y a plus de diplômés mâles que de diplômés femmes, c'est courir le risque de dégénérescence.

L'égalité des genres ne doit pas être réduite à une dimension purement numérique : elle doit plutôt consister à un effort permanent d'élaguer toutes les barrières qui bloquaient l'épanouissement intellectuel, économique et politique de la femme. Quant à promouvoir ou inspirer une ruée incontrôlée des femmes vers les postes de responsabilité sans au préalable les préparer à la rigueur de la compétition, c'est assurément un leurre qui ne fera que les

damner davantage. Dans les lieux de travail aussi on constate le même type de conception erronée du principe de l'égalité : on conteste les décisions non pas parce qu'on est convaincu de leur inefficience, mais pour donner l'impression d'une citoyenneté active. Ce phénomène pose d'énormes difficultés dans le monde de l'enseignement où les directeurs d'école, les censeurs et les proviseurs vivent souvent un véritable drame dans l'exercice de leur fonction : le fait qu'ils soient vus par les autres comme de simples collègues les prédestine à entretenir des relations difficiles avec ceux qu'ils sont censés administrer.

Quant à la relation entre gouvernants et gouvernés, elle est tellement altérée par l'exigence d'égalité qu'on ne peut plus bénéficier de la moindre révérence dès qu'on accède au pouvoir. Le feu de la jalousie qu'attise le vent de l'égalité consume entièrement les bornes de la décence et de la loyauté dans l'opposition au pouvoir. Les accès de virulence dans les discours politiques, la brutalité des jugements sur l'action des pouvoirs publics, ne sont pas toujours justifiés : psychologiquement le principe de l'égalité prédestine à la phobie de l'obéissance totale. Généralement le principe de l'égalité incline à confondre obéissance et servitude, d'où certaines résistances et critiques sont mues, non par des motifs et convictions politiques fondés, mais par de simples mobiles psychologiques.

Bref la démocratie est une forme d'organisation sociale qui, malgré ses mérites et avantages indubitables, fabrique aussi des prétentieux qui ralentissent la marche vers le progrès. Dans ce contexte, il faut désormais dire adieu aux grandes idées qui ont fait les grandes révolutions, il faut désespérer de l'utilité de l'érudition, car nous sommes dans un siècle où l'on apprend à connaître les choses de façon superficielle, tronquée ; nous sommes dans un univers où l'on apprend à parler allégrement et sans gêne de chose qu'on ne maîtrise pas ou qu'on ne connaît qu'approximativement.

Je suis particulièrement consterné par la manière dont mes concitoyens sont entreprenants sur le plan politique et, paradoxalement, peu efficaces sur le plan des réalisations : chacun veut être le « *number one* », chacun sait avec exactitude ce qu'il faut faire et curieusement personne n'y est jamais parvenu ; les chefs de parti sont foncièrement incapables de décliner des perspectives politiques et économiques diversifiées et viables, les enseignants sont généralement inaptes à réaliser des révolutions pédagogiques ; et pourtant, quand les gens parlent on a l'impression qu'ils sont inspirés par une lumière divine. La question qui se pose dès lors est de savoir pourquoi ça ne marche pas ?

L'histoire du Sénégal montre que des figures comme Lat Dior Diop (sur le plan politique), Cheikh Ahmadou Bamba, El Hadji Malick Sy, etc. (sur le

plan religieux), Cheikh Anta Diop (sur le plan scientifique) ont marqué leur époque parce qu'ils avaient de vraies ambitions et qu'ils avaient très tôt mobilisé toutes leurs forces et toutes leurs ressources vitales pour innover et changer le cours des choses. Aujourd'hui par contre ce qui est frappant dans la physionomie politique et intellectuelle de notre pays c'est qu'on a un foisonnement d'ambitieux réclamant tous des privilèges personnels sans jamais songer à vraiment changer les choses dans le sens d'une véritable renaissance scientifique, économique et politique de notre pays. Quels sont les Sénégalais qui, aujourd'hui, s'engagent dans une voie parce que d'abord ils ont senti que le pays a besoin d'un effort considérable dans ce domaine ?

L'égalité est un principe qui doit régir le comportement des citoyens dans une société démocratique, mais elle a un coût et elle comporte des risques : le trafic des CV qu'on dénonce depuis quelques temps au Sénégal, la convoitise exagérée qui caractérise les citoyens ; tout ceci peut être une résultante d'une fausse appréhension du principe de l'égalité. On voit pourquoi il est plus difficile de gouverner les hommes dans une société démocratique que dans un autre type de société. L'opinion fait office de science dans notre société et on a tendance à y parler plus qu'on y agit. Dans un contexte aussi confus l'anarchie semble s'emparer de la société parce qu'on a de plus en plus l'impression que, du fait de l'égalité, il ne peut plus y avoir d'autorité qui ratifie ou qui censure les paroles et les actes.

Deux symptômes augurent de ce dérèglement : la culture de la flatterie et l'affabulation. Puisque le mérite n'est pas nécessaire pour accéder aux privilèges qu'accorde la société, on ne se gêne pas d'abuser du langage flagorneur pour gravir les échelons. Quand on ne peut pas se servir de cette triste méthode, on raconte des énormités pour se faire passer pour un fin connaisseur de la chose publique. Aussi, n'est-il pas rare d'entendre un citoyen étaler sa connaissance des dossiers de l'État en arguant de sa proximité avec telle ou telle autorité. Dans toutes les grandes démocraties, et au Sénégal depuis l'avènement de l'alternance, on entend presque tous les jours dans les moyens de transport public ou dans les lieux publics quelques citoyens prétendre disposer d'informations compromettantes sur tel ou tel ministre ou même sur le Président : ce ne sont là que les astuces de la citoyenneté qui a fait fausse route sur les principes de l'égalité et de la liberté.

Bref dans la société sénégalaise actuelle tout le monde est tellement conscient d'être l'égal de tout le monde que désormais les sujets de controverse ne sont plus les « grandes idées », ni même les idées tout court, mais les hommes et leur statut social. Quand une idée est agitée, le Sénégalais ne se demande pas « *que signifie et que vaut cette idée ?* » ; il s'empresse plutôt de savoir qui est l'auteur de cette idée : « *qui l'a dit ?* » se

demande-t-il. On ne rivalise pas dans la production d'idées généreuses et révolutionnaires, on rivalise plutôt dans la convoitise des positions sociales et des avantages matériels. À cela s'ajoute une culture du « Masslaha<sup>1</sup> » qui est le socle de la duplicité et du laxisme généralisé qui caractérisent aujourd'hui la société sénégalaise.

Ce vocable d'origine arabe, jadis fondement de la décence et de la courtoisie du Sénégalais, a profondément été galvaudé dans la société actuelle dont elle ne cesse d'ailleurs de travestir les valeurs. Base des relations humaines, le Masslaha comme son auxiliaire, la sutura, est devenu l'instrument de la perfidie, de l'hypocrisie et, par ricochet, la principale cause du crépuscule de l'authenticité, de la véracité et de la bonne foi. Cette perversion du mot semble traduire une évolution, des mutations sociales et économiques que les valeurs morales traditionnelles ont été incapables d'ajuster à leur exigence et à leur idéal de perfection. Mais quelles sont ces valeurs morales traditionnelles et pourquoi elles ont été défaits par les mutations socio-économiques ?

Le *Ngor*, difficilement traduisible en français, est la valeur morale cardinale du Sénégalais, parce qu'elle concentre toutes les dimensions et variables de la dignité humaine. Et s'il en est ainsi, c'est parce que le Ngor, avant d'être une exigence morale, est un principe métaphysique. Ce principe est que ni la mort, ni les contingences handicapantes de la vie, ni les circonstances accidentelles d'une origine sociale basse, n'affectent l'essence humaine. L'homme est avant tout une réalité immatérielle, intelligible, dont les formes physiques ne sont qu'accidentelles. La beauté n'est pas une propriété exclusivement humaine car les fleurs sont aussi belles. La richesse, le rang, ne sont pas non plus exclusifs à l'homme. Mais l'honneur ? La dignité ? L'intégrité morale ? La liberté ?

Jamais un être autre que l'homme ne pourrait mettre en péril sa vie dans le seul objectif de préserver ces essences qui signifient le Ngor. Ce ne sont pas là des valeurs qui s'ajoutent à la nature humaine : il s'agit plutôt des fibres dont l'être de l'homme est fait. Le Ngor ! Dérivé de Gor, le Ngor ne se définit pas, il se vit ; il ne s'appréhende pas, il se sent dans l'âme et le cœur. Aussi, un homme peut-il tout perdre dans la vie et continuer à briller de tout son éclat d'homme au sein d'un univers où tout semble travailler à le briser, à l'anéantir et à le corrompre sans jamais réussir à produire autre chose qu'à l'ennoblir davantage. Le Ngor est le concentré métaphysique du sens de l'existence. Plus que la grâce, mieux que le sublime, le Ngor extirpe

---

<sup>1</sup> Masslaha est un terme d'origine arabe que les Sénégalais ont adopté pour désigner une conduite faite de courtoisie, de dialogue et de négociation, mais le terme est travesti aujourd'hui pour ne désigner que la ruse et la duplicité.

l'homme de toutes les contingences avilissantes de cette vie, de toute la précarité de l'existence, pour le placer au firmament des essences les plus élevées que Dieu et les hommes ont créées.

Hélas ! La dégénérescence de l'homme moderne, pire que les conspirations de Satan, a précipité le Ngor dans le gouffre de la cupidité, de l'avidité et dans l'abîme d'une réussite matérielle à tout prix. Dans une société où les biens matériels ont noyé toute exigence morale, l'expression dévergondée « *ku ammul doo darâ* » n'est que la traduction d'une crise profonde du Ngor. « *Celui qui n'a rien n'est rien* » ! Une telle expression n'a rien de proprement humain. Même les animaux ont le sens de la possession et ils nous le prouvent toujours en délimitant leur « territoire ». Ramener le sens de l'existence humaine à l'*Avoir*, c'est par conséquent avilir l'homme, le dégrader dans les profondeurs de la déchéance morale. Maudits soient l'argent, les plaisirs charnels et les pouvoirs mondains : ils ont étouffé et asphyxié Ngor !

Le mensonge, l'hypocrisie, la méchanceté, bref tous les vices possibles et imaginables naissent d'un défaut de Ngor. « *Masslah bo jall* », autrement dit, ruser, s'inféoder pour réussir ! C'est cela le nouveau bréviaire de beaucoup de Sénégalais. La défaite de Ngor devant AM-Am (c'est-à-dire l'avoir) est la conséquence d'une société qui se contredit, qui se ment elle-même ; car comment peut-on faire de l'Avoir la seule mesure de l'être et en même temps prétendre que la corruption est une mauvaise chose ? En vérité dans la société actuelle, la corruption n'est mauvaise que si elle est découverte ou bien lorsqu'elle n'enrichit pas : « *boy dieul dangaay dieul luko diar<sup>2</sup>* »!

Semblable à une valeur jumelle du Ngor, le *Jom* était un palier, un tremplin vers le Ngor. Bouclier contre l'humiliation et l'indécence (pour reprendre une idée du Pr. Iba Der Thiam), le Jom est comme une « ceinture de sécurité » qui prémunissait l'individu du risque d'être projeté dans le déshonneur et la perversion morale. Mais dans nos sociétés actuelles, le Jom devient tout moyen de vivre, tout stratagème pour s'affranchir des difficultés économiques. Dans la famille sénégalaise actuelle, celui qui a le Jom est celui qui est capable de relayer les parents dans l'entretien de la famille, quelques soient les moyens mis en œuvre pour y parvenir. Avoir le Jom consiste aujourd'hui à sacrifier même son intégrité morale en pillant le bien public pour financer, par exemple, les funérailles de sa belle-mère ! Avoir le Jom c'est simplement aujourd'hui « *laisser nos moyens de vivre compromettre nos raisons de vivre* » comme disait Beuve-Méry. Aussi, le

---

<sup>2</sup> Cela veut dire en quelque sorte que c'est l'envergure de la rançon du détournement qui confère à celui-ci sa valeur ! Il n'est donc pas en soi banni.

mal du Sénégal n'est-il ni politique, ni économique : c'est un mal à la fois moral et métaphysique, c'est le résultat d'un défaut d'ajustement de nos aspirations à notre conception de l'homme.

Les problèmes politiques et économiques que nous avons toujours traversés sont les conséquences d'une crise des valeurs. Car jadis, le Jom était le berceau de la moralité du Sénégalais. Cette moralité se traduit par la résolution du vertueux qui dit « jombna deef lii », (cet acte est indigne de moi). Pour expliquer le Jom on est tenté d'emprunter à Kant un paradigme de sa morale ; cela reviendrait à résumer le Jom comme « *La représentation d'une valeur qui porte préjudice à mon amour-propre* » (cf. définition Kantienne du respect moral). La perte d'une valeur aussi essentielle ne pouvait pas manquer de nous plonger dans une absence totale de repère dont le résultat est la culture du « lijjenté et toppatoo » (tricher, faire tout, pour réussir).

Les conséquences économiques et politiques d'un tel brouillard sont énormes, incalculables ! Ainsi, la SENELEC et la SDE<sup>3</sup> sont pillées sans gêne par des citoyens non vertueux et des travailleurs véreux. L'électricité est chère et les coupures sont nombreuses ! C'est parce que l'électricité est frauduleusement consommée sans être payée : tout le monde trafique le courant et l'eau. Les infrastructures sont délabrées ! C'est parce que les entreprises sont en concubinage avec les affairistes politiques. Les collègues et lycées sont sous-équipés ! C'est parce que certains intendants et des proviseurs se sucent ! Le niveau de nos sportifs est au rabais ! C'est parce que les responsables fédéraux confondent réussite sportive et gagne-pain ! Les hôpitaux sont des allées de la mort ! C'est parce qu'il y a des vampires parmi les médecins. Nos journalistes affabulent trop souvent ! C'est parce que « kuuy wodoo lamenn so noppé raflé » (celui qui vit de verbe perd son moyen de vivre s'il se tait).

Le degré de corruption du sénégalais est alarmant mais ce qui est encore plus alarmant c'est que tout le monde en parle alors que personne n'est vraiment disposé à le combattre. Changeons nos mœurs et gagnons le combat du développement. Acquittions-nous de nos devoirs et la revendication de nos droits sera plus facile. L'Occident que nous envions de façon si intempérante a certes bénéficié de circonstances historiques favorables, mais il a acquis ses richesses sur la base d'énormes sacrifices et par le culte du travail. Des hommes et des femmes ont donné de leur vie et de leur sang pour domestiquer la nature trop hostile là-bas. Notre grand problème c'est que nous vivons en démocratie et nous attendons illusoirement la venue d'un

---

<sup>3</sup> SENELEC et SDE sont respectivement la société qui produit et distribue l'électricité et celle qui commercialise l'eau

Messie politique : nous croyons que notre réussite dépend, non d'un effort collectif, mais du génie exceptionnel d'un homme.

Les hommes sont, par nature, avides de confiance et de refuge parce qu'ils ont un penchant naturel à se projeter sur des « mythes » et des idoles qui sont censés prolonger et concrétiser leurs rêves. Aussi, nos vices et notre faiblesse naturels sont-ils inconsciemment sublimés en héros mythifiés dont l'avènement est la seule clé de notre destin, l'unique source de notre salut. Cette disposition naturelle des hommes à « espérer » et à attendre l'avènement d'êtres surdoués ou, en tout cas, exceptionnels, est précisément la cause des grandes déceptions et des fâcheuses tribulations de l'histoire de l'humanité. L'irruption dans le l'abécédaire politique des mots à connotation religieuse comme « rédemption », « salut », « rachat », etc., témoigne largement d'une inclination généralisée à nourrir des « espoirs » de voir l'histoire de la société des hommes être infléchie dans le bon sens par des surhommes. L'extrême sévérité avec laquelle on juge et condamne les chefs d'État dans les régimes démocratiques est, en partie, liée à la fatale déception consécutive à leur incapacité naturelle à réaliser tous ces rêves. Dès lors cette naïve espérance qui caractérise les citoyens de tous les pays est exploitée par des imposteurs de toute sorte : hommes politiques, religieux, faiseurs de miracles, etc. Au Sénégal, la nature et la profondeur de la crise sont telles que l'imposture est davantage perceptible dans trois domaines : la santé, la religion et la politique.

Dans le domaine de la santé, la quasi inaccessibilité des soins de qualité dans les hôpitaux a subitement et massivement détourné nos compatriotes des chemins de la médecine moderne au profit des sentiers escarpés de la médecine traditionnelle. Profitant du contexte économique peu reluisant, des tradi-praticiens d'un type fondamentalement nouveau ont commencé à inonder les médias et le « marché » de la santé pour bourses faibles. L'étendue et la dangerosité de l'imposture sont ici sans précédent dans l'histoire de notre pays. La naïveté populaire conjuguée au désarroi causé par la pauvreté a fait des masses sénégalaises des proies trop faciles pour de redoutables prédateurs de la santé des populations.

Longtemps critiqués et marginalisés pour cause de médecine empirique, les nouveaux « tradi-praticiens » ont trouvé une feinte ingénieusement planifiée : un simulacre de connaissance théorique qui attesterait de la justesse et de l'efficacité de leur savoir-faire. En effet, la révolution qui s'opère sous nos yeux est tellement habile qu'elle échappe à notre vigilance : conscients qu'ils sont que la non maîtrise des connaissances théoriques de l'organisme humain et de la propriété des plantes qu'ils utilisent était l'une des raisons de leur déclassement par leurs « homologues » de la médecine moderne, les nouveaux « tradi-praticiens » se sont lancés dans une course

effrénée vers l'acquisition de connaissances basiques qui servent d'ornement scientifiques à leur savoir-faire.

La connaissance empirique étant aveugle et non établie « théoriquement », est a priori « fausse » : il faut que la connaissance soit en mesure de rendre théoriquement compte d'elle-même pour qu'elle soit élevée au rang de connaissance scientifique, ou de connaissance sérieuse. C'est cela que les « tradi-praticiens » actuels ont parfaitement compris et qu'ils cherchent à réaliser à travers un discours qui a les relents d'un langage scientifique. Ceux qui suivent assidûment le banquet des tradi-praticiens à la Radio télévision sénégalaise, RTS (l'émission **xel du doy**) sont tous particulièrement charmés par la restitution quasi parfaite des noms scientifiques des maladies, de leur cause selon la science et des propriétés chimiques des plantes qui sont censées en être les remèdes. Nombreux sont en, effet, nos compatriotes qui sont subjugués par la perfection de la « connaissance » dont ces médecins du peuple font montre.

Le Sénégalais moyen n'a pas les moyens théoriques de constater la superficialité de cette connaissance qui n'est que le fruit d'une lecture de la littérature médicale qui n'a absolument rien à voir avec la médecine elle-même. Autant il est clair qu'un historien n'est pas acteur de l'évènement qu'il a tendance à restituer avec une grande aisance et une si parfaite éloquence, autant il est évident qu'un répétiteur de la littérature scientifique n'est pas forcément un scientifique. Les citoyens et les autorités politiques de ce pays semblent afficher soit une indifférence, soit une ignorance d'un phénomène dont les conséquences sont insondables. Les risques sont pourtant énormes et réels d'autant plus que les symptômes de quelques maladies sont presque identiques et que la disparition de symptômes n'équivaut nullement à la guérison parfaite de la maladie. Ce n'est pas normal que la détresse de quelques citoyens désemparés et naïfs soit exploitée par des imposteurs qui jouent sur un «humanitaire» de mauvaise foi pour assouvir leur dessein d'argent. Une réglementation de ce métier est devenue une nécessité impérieuse, car personne n'a le droit de laisser aller une telle anarchie dans un secteur aussi sensible que la santé. L'imposture est partout dangereuse mais elle est pire dans le domaine de la santé et on doit cesser de faire de la télévision nationale une tribune de show d'imposteurs de toute sorte.

Dans le domaine religieux également on a le règne de l'imposture à grande échelle : il y a un foisonnement spectaculaire de marabouts dont le seul mérite est de pouvoir revendiquer une filiation avec les grands hommes de Dieu de ce pays. Les récentes récriminations contre le gouvernement de la part de supposées « familles religieuses » à l'occasion du Mawlouds et des

Magals<sup>4</sup>, au-delà de la question de leur justesse, posent un problème à la fois éthique et politique. Toutes ces familles religieuses qui se plaignent de n'être pas bien traitées et suffisamment assistées par l'État sont-elles vraiment conscientes des dépenses qu'une telle assistance aurait coûté au contribuable et l'effet d'émulation que cela entraîne désormais pour les milliers de familles religieuses qui vont voir le jour dans le futur ? Moralement il est très difficile de justifier la prééminence de ces nombreux Mawlouids set Magals sur l'urgence d'une assistance à un monde rural complètement déshérité et profondément déstructuré par une convergence de divers facteurs paralysants. Certaines cérémonies fastes ne peuvent plus être tolérées dans un pays où la difficulté de la survie est devenue tellement préoccupante que les oiseaux de mauvais augure prédisent les pires calamités sociales.

Sur le plan politique cette surenchère religieuse qui prend de plus en plus les élans de connivences (entre politiciens et marabouts) et de chantage sur le dos du peuple peut conduire à des situations confuses. Il faudrait, pour éviter tout cela, soit fixer des critères objectifs pour bénéficier de la prise en charge de ces « familles religieuses » aux soins de l'État, soit créer un ministère chargé des questions religieuses pour qu'un budget connu de tous les citoyens soit clairement dégagé dans ce sens. L'informel est toujours la porte ouverte au clientélisme et aux autres abus liés à la cupidité humaine ; il faut, par conséquent, en matière de gouvernance politique, toujours poser les actes sur des principes objectifs et institutionnels. Nul ne peut fonder l'action politique sur le simple principe de la générosité : la libéralité est d'ailleurs une des causes de la perte dramatique de quelques hommes d'État dans l'histoire de l'humanité. Un Etat n'a pas à distribuer ; il a seulement à faciliter les conditions d'un partage des biens entre les membres de la communauté suivant le principe du mérite et la règle de la compétitivité, surtout s'il s'agit d'une société fonctionnant suivant le modèle du libéralisme politique et économique. Il est temps que les gouvernants, les citoyens, et les religieux s'entendent sur le principe que le statut de marabout n'est ni un métier, ni un gage de privilèges ; privilèges que la société ne peut garantir sans courir à sa perte.

Sur le plan strictement politique maintenant, l'imposture est non seulement ambiante mais aussi extrêmement variée dans ses expressions : trahison, flatterie, référence impertinente et immodérée au Saint Coran ou aux Saints du pays, trafic d'influence et de CV, conspirations entre acteurs sociaux différents et, surtout, les promesses que l'on ne fait que pour cacher une stérilité politique généralisée. Si toute cette entreprise est florissante dans notre pays c'est surtout parce que les Sénégalais sont encore

---

<sup>4</sup> Mawlouids et Magals sont des fêtes religieuses musulmanes au Sénégal.

à l'âge de l'aristocratie alors qu'ils sont régis par les principes de la démocratie. C'est comme si nous avons « les pieds » dans la démocratie et la tête dans l'aristocratie : nous restons convaincus qu'au lieu d'un sursaut national c'est plutôt l'action d'un messie qui nous sauvera. Cette tendance que nous avons à rêver au lieu de concrétiser un rêve typiquement sénégalais est la principale cause de la stérilité économique de notre pays. Et là où le bât blesse dans cette affaire d'imposteurs c'est que notre faiblesse naturelle leur sert toujours de soubassement pour semer le trouble et la désolation dans les sociétés.

Les grands tyrans que compte l'histoire ont tous été des « porteurs » de rêve au lieu d'être des serviteurs d'ambitions purement humaines, ils ont remplacé la réalité concrète par des fictions dont le but était, non de faire évoluer les choses, mais d'occulter davantage leur propre nuisance et leur impuissance. De tout temps la crédulité et la misère ont été les alliées privilégiées des imposteurs ; et ceux qui s'agitent le plus dans la scène politique le savent parfaitement. Ainsi le Palais et le gouvernement sont aujourd'hui envahis par des imposteurs qui ont, soit trafiqué des CV, soit fait valoir une force politique en réalité fictive. La culture de la flatterie quant à elle a atteint tous les secteurs de la société, de sorte qu'on a l'impression que notre pays est le seul au monde où il n'y a ni médiocrité, ni échec : tous les vices sont sublimés en vertus et les faiblesses en forces. Les actes les plus ignominieux trouvent des défenseurs pourvu que leurs auteurs soient perçus ou présentés de façons singulièrement subtiles à travers des mots qui n'ont rien à voir avec leur être réel.

Bref, l'imposture ambiante que chaque sénégalais constate est sécrétée d'une part, par notre nature humaine faite d'espérances excessives et de projection sur autrui et, d'autre part, par un contexte économique caractérisé par le paradoxe entre une consommation incontrôlée et une raréfaction des moyens. On sait que lorsque nos besoins sont nettement au-dessus de nos moyens nous courons le risque fatal d'aliéner les ressorts qui nous protègent contre la dégénérescence morale. Tant que les Sénégalais ne s'ôteront pas de la tête l'idée d'un messie et ne se feront pas à l'idée que la construction nationale est une œuvre collective qui exige des sacrifices de la part de tout un chacun, beaucoup d'espoirs seront déçus et nous courrons le risque d'être la proie d'imposteurs rapaces et sans scrupule. C'est donc une société sénégalaise si complexe et si agitée qui s'accommode laborieusement aux exigences universelles de la démocratie.

La démocratie n'existe pas, il n'y a que des démocraties, chacune, il est vrai, avec ses spécificités, mais cela ne doit pas servir de prétexte pour nous morfondre dans la médiocrité démocratique : il y a un minimum d'efforts démocratiques à faire pour mériter l'appellation de pays démocratique. Ces

efforts ne peuvent et ne doivent pas seulement être attendus de la part des pouvoirs politiques : la démocratie est une culture d'un peuple mais jamais une invention d'une élite.



## **Chapitre 1**

### **Un front social toujours agité et une presse à l'image de sa démocratie**